



Division de la statistique du revenu

13F0026MIF

L'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada : mise à jour - juillet 1999

Élaboré par :

Karen Maser et Johanne Pineau

Juillet 1999



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Services aux clients, Division de la statistique du revenu, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-7355) ou 1888 297-7355 ou internet: Revenu@statcan.ca ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(403) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : <http://www.statcan.ca>

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à **tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements 1 800 263-1136

**Service national d'appareils de télécommunications
pour les malentendants 1 800 363-7629**

Numéro pour commander seulement (Canada et États-Unis) 1 800 267-6677

Renseignements sur les commandes et les abonnements

On peut se procurer ce produit n° 13F0026MIF sur Internet gratuitement.

On peut commander la version imprimée des Services aux clients, Division de la statistique du revenu.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.



Statistique Canada
Division de la statistique du revenu

L'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada : mise à jour - juillet 1999

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 1999

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Août 1999

N° 13F0026MIF au catalogue

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13F0026MIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

SOMMAIRE

Bien que les données sur le revenu et les dépenses fournissent une indication de la consommation courante et de la capacité d'achat de biens et services, elles donnent peu de renseignements sur la capacité des familles de subvenir à leurs besoins à long terme. Les résultats de l'enquête fourniront des renseignements sur la valeur nette du patrimoine des familles canadiennes, c'est-à-dire sur la différence entre leurs avoirs et leurs dettes.

Ce document examine les objectifs de l'enquête, les changements apportés depuis la dernière enquête en 1984, les questions auxquelles répondra l'enquête et les sujets sur lesquels vont porter les renseignements, de même que d'autres questions de base. Un tableau annexe présente les grandes lignes du questionnaire. Le but de ce document est de décrire d'une part, le travail accompli jusqu'à maintenant et d'autre part, les prochaines étapes à mettre en oeuvre pour traiter de cet important sujet.

Table des matières

En quoi consiste l'Enquête sur la sécurité financière?	1
Pourquoi est-elle nécessaire?	1
Quels sont les objectifs de l'enquête?	2
Qu'y a-t-il de nouveau par rapport à la dernière enquête?	2
Comment se définit le patrimoine?	3
À quelles questions répondra l'enquête?	3
Comment et quand sera effectuée l'enquête?	5
Sur quoi les renseignements porteront-ils?	6
Quel travail a-t-on accompli jusqu'à maintenant?	6
Collecte de données d'enquête pour l'année 1999.....	9
Prochaines étapes	9
Annexe – Contenu du questionnaire	10

En quoi consiste l'Enquête sur la sécurité financière?

L'Enquête sur la sécurité financière, qui doit avoir lieu en 1999, fournira des renseignements sur la valeur nette du patrimoine des familles canadiennes, c'est-à-dire sur la différence entre leurs avoirs et leurs dettes.

Pourquoi est-elle nécessaire?

Bien que les données sur le revenu et les dépenses fournissent une indication de la consommation courante et de la capacité d'achat de biens et services, elles donnent peu de renseignements sur la capacité des familles de subvenir à leurs besoins à long terme. On ne peut évaluer ce dernier aspect que par un tableau plus complet de leur situation financière, et plus particulièrement par la valeur nette de leur avoir.

La dernière enquête effectuée sur les avoirs et les dettes des Canadiens remonte à 1984. Depuis lors, bien des changements sont survenus au Canada, notamment :

- la prévalence accrue des modalités de travail atypiques;
- le vieillissement de la population et le changement dans les habitudes de retraite;
- la stabilisation du nombre de familles où les deux conjoints travaillent;
- la proportion accrue de ménages qui investissent dans des fonds communs de placement et dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite;
- les taux d'intérêt et d'inflation qui sont à leur plus bas niveau des dernières décennies;
- la proportion accrue de familles monoparentales;
- la récession du début des années 90.

La conjonction de tous ces facteurs nous incite à penser que la répartition et la composition de la richesse au Canada ont changé, sans doute de façon radicale, depuis 1984. Par suite de ces changements, un grand nombre de politiques importantes devront être repensées. Et les données de 1984 ne peuvent plus adéquatement servir à cette fin.

Quels sont les objectifs de l'enquête?

Les principaux objectifs de l'enquête sont les suivants :

- (1) fournir une description des différents types d'avoirs et de dettes que détiennent les personnes et les familles canadiennes;
- (2) déterminer quelle est la répartition de la richesse au sein de la population canadienne;
- (3) esquisser un profil des Canadiens qui détiennent les divers types d'avoirs et de dettes;
- (4) examiner les changements dans la détention des avoirs et dettes au cours du cycle de vie;
- (5) évaluer quelle sera la capacité de consommation des Canadiens et dans quelle mesure ils seront vulnérables financièrement, en particulier s'ils doivent faire face à des événements imprévus tels qu'une baisse du revenu;
- (6) évaluer dans quelle mesure leur avoir actuel pourra leur assurer un revenu pour la retraite;
- (7) mieux comprendre la relation entre le revenu et la richesse;
- (8) savoir dans quelle mesure les avoirs sont transmis – ou pourraient être transmis – d'une génération à l'autre.

Les données de l'enquête permettront de répondre à bien des questions au sujet du bien-être financier des Canadiens et, pour ne donner que quelques exemples, de savoir s'ils sont en mesure d'économiser en vue de la retraite et de faire face à la dette croissante attribuable aux prêts étudiants.

Qu'y a-t-il de nouveau par rapport à la dernière enquête?

L'enquête de 1984 comprenait des données sur les caractéristiques des familles et des ménages, sur l'emploi, le revenu et le patrimoine. La nouvelle Enquête sur la sécurité financière permettra d'ajouter les éléments suivants aux données sur le patrimoine recueillies en 1984 :

- **Évaluation des droits à pension** – Lors des enquêtes précédentes, on demandait aux répondants s'ils participaient à des régimes de pension, mais jusqu'à présent, aucune estimation n'a été faite de la valeur des fonds investis ou des droits à pension acquis. Étant donné que les

prestations de retraite constituent un élément clé de la sécurité financière, l'enquête produira une estimation des droits à pension acquis.

- **Échantillon de personnes à revenu élevé** – Des études ont démontré que les données sur les avoirs et les dettes provenant d'enquêtes aréolaires sont sous-représentatives de la population à revenu élevé. Pour pallier ce problème, il y aura un échantillonnage supplémentaire de personnes à revenu élevé, ce qui permettra de donner une image plus fidèle de la répartition de la richesse.
- **Attitudes et comportements** – En plus des questions destinées à établir un profil des avoirs et des dettes, on demandera aux répondants d'indiquer les méthodes utilisées pour financer ces avoirs ainsi que leur comportement à l'égard des dettes.

Comment se définit le patrimoine?

Le patrimoine est l'une des mesures de la sécurité financière d'une famille. Il constitue une réserve pour la consommation future, qu'il s'agisse d'achats importants tels que ceux d'un véhicule ou d'une maison, des frais d'éducation des enfants ou des frais ordinaires de subsistance après la retraite. L'Enquête sur la sécurité financière retiendra la définition suivante du patrimoine :

$$\text{patrimoine (valeur nette)} = \text{avoirs totaux} - \text{dettes totales}$$

Tous les avoirs (épargnes, placements, propriétés, véhicules, participation au capital d'entreprises et autres avoirs) et toutes les dettes (emprunts hypothécaires, crédit en cours, emprunts, y compris les prêts étudiants, et toute autre dette) seront compris. La valeur nette, soit les avoirs moins les dettes, représentera le patrimoine familial.

Outre les avoirs et les dettes, le revenu de la famille est un élément important à considérer dans l'analyse de la richesse accumulée. Bien que le revenu d'une année ne soit pas nécessairement représentatif du revenu dont a pu disposer la famille sur une longue période ou qui sera disponible dans le futur, les données sur le revenu de l'année précédente seront recueillies afin d'analyser la dynamique du revenu et de la richesse.

À quelles questions répondra l'enquête?

À l'aide des résultats de cette enquête, les analystes pourront examiner l'actif financier des familles. Ces données fourniront des renseignements concrets sur des questions d'un intérêt public croissant, notamment :

- **Les Canadiens sont-ils préparés pour la retraite?** L'enquête permettra une estimation des sommes que les Canadiens ont accumulées dans des régimes de pension agréés, des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), des fonds enregistrés de revenu de retraite ou sous forme de rentes. Jusqu'à présent, nous ne disposons pas d'un tableau aussi complet du niveau de participation à ces programmes de revenus de retraite. Ces renseignements arriveront à un moment particulièrement opportun, étant donné le vieillissement de la population et l'intérêt qui se manifeste actuellement à l'égard du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.
- **Pourquoi les taux d'épargne ont-ils baissé?** La sécurité financière peut se définir comme la capacité d'une famille de constituer une réserve de fonds et de contrôler le niveau de sa dette. L'enquête de 1984 avait démontré que l'endettement, mesuré en pourcentage de la valeur des avoirs, avait diminué depuis 1977. Toutefois, des données plus récentes tirées du Système de comptabilité nationale indiquent une diminution importante du taux d'épargne. D'autres indicateurs, notamment l'augmentation des dépenses de consommation et la modeste augmentation des salaires, laissent croire qu'il y a bien des questions sans réponse en ce qui a trait à la nature et aux implications des changements en matière d'épargne.
- **Pourquoi empruntons-nous?** En ce qui concerne les Canadiens dont les dettes sont supérieures à la valeur des avoirs, la relation entre le revenu, la taille de la famille et d'autres facteurs exerçant un effet sur leur consommation peut nous en apprendre beaucoup sur les raisons de leur endettement.
- **De quelle façon les richesses sont-elles réparties?** Bien qu'il y ait eu une augmentation de la quantité d'argent placée dans le marché financier (au moyen d'actions, de fonds communs de placement et de REER), ces richesses sont inégalement réparties. La manière dont les richesses sont réparties entre les Canadiens, la mesure dans laquelle cette répartition a évolué au cours des dernières années et la façon dont divers types de famille et particuliers choisissent d'investir et de dépenser leur argent sont autant de questions auxquelles on ne peut répondre actuellement.
- **Est-ce que certains groupes sont particulièrement susceptibles de ne pouvoir joindre les deux bouts?** Les données de cette enquête permettront d'examiner la situation des familles monoparentales, des familles à faible revenu, des personnes âgées et des personnes handicapées.
- **Dans quelle mesure les personnes ayant contracté des prêts étudiants éprouvent-elles des difficultés à les rembourser?** Les prêts étudiants représentent une dette de plus en plus importante pour bien des

personnes qui viennent de terminer leurs études et qui arrivent sur le marché du travail. L'enquête permettra de comprendre les effets qu'une telle dette peut avoir sur les finances des familles et de déterminer les facteurs qui contribuent aux difficultés de remboursement.

Comment et quand sera effectuée l'enquête?

- **Moment de l'enquête**

La collecte des données de l'enquête doit avoir lieu en mai et juin 1999.

- **Enquête à participation volontaire**

La participation à l'Enquête sur la sécurité financière sera facultative. Statistique Canada sollicitera la collaboration des répondants en leur expliquant la nécessité de ces renseignements et l'importance de leur participation.

- **Taille de l'échantillon**

Il ne serait ni possible ni souhaitable de recueillir des données dans le cadre d'une autre enquête menée par Statistique Canada, et ce même si les deux enquêtes devaient inclure des questions communes, sur le revenu et l'emploi par exemple. Le fardeau des répondants serait alors trop lourd.

L'échantillon sélectionné pour cette enquête sera donc constitué uniquement de logements dont les occupants n'ont pas participé récemment à une autre enquête de Statistique Canada. Il comprendra environ 23 000 logements, dont la plupart seront tirés de la base aréolaire de l'Enquête sur la population active. Parmi ces 23 000 logements, 2 000 seront sélectionnés d'après le critère du revenu (c.-à-d. revenu élevé).

- **Méthode de collecte des données**

L'information sera recueillie au moyen d'interviews sur place, mais les répondants qui le désirent pourront remplir le questionnaire eux-mêmes. Les intervieweurs recevront une formation spéciale pour recueillir ce type de données. Le répondant recevra également une trousse d'information au sujet de l'enquête avant que l'intervieweur communique avec lui.

- **Utilisation de données administratives**

Afin de réduire le fardeau de réponse, les répondants auront la possibilité d'autoriser le couplage aux données sur le revenu du fichier d'impôt plutôt que de répondre à une série de questions sur leur revenu. Ils auront

également la possibilité d'autoriser l'utilisation de leur dossier de cotisation au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec (RPC/RRQ). Ces dossiers nous permettront d'obtenir des renseignements précieux sur leurs antécédents de travail et sur les prestations acquises dans le cadre de ces régimes, deux facteurs importants pour comprendre et analyser la situation financière d'une famille. Le couplage aux données du RPC/RRQ ne sera possible que si Statistique Canada peut obtenir les fichiers administratifs nécessaires.

Sur quoi les renseignements porteront-ils?

Le calcul de la valeur nette du patrimoine se fera pour les **familles** (dans son ensemble) et pour les **personnes seules**.

Les familles dont il s'agit ici sont les **familles économiques**, c'est-à-dire les groupes de personnes vivant dans un même logement et qui sont liées par le sang, le mariage, l'union de fait ou l'adoption. Les personnes seules sont des personnes vivant seules ou avec des personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec elles.

La détermination du véritable propriétaire des avoirs, du responsable du paiement des dettes et des bénéficiaires de l'accumulation de la richesse au sein d'une famille peut se révéler fort complexe. C'est pourquoi les données seront établies pour la famille dans son ensemble plutôt que pour chacun des membres qui la composent.

Les renseignements recueillis portent sur :

- les caractéristiques démographiques de chaque membre de la famille;
- les caractéristiques socioculturelles, l'activité sur le marché du travail, la participation à un régime de pension agréé et le revenu des membres âgés de 15 ans et plus;
- les avoirs, les dettes et certaines dépenses régulières de la famille dans son ensemble.

Se reporter à l'annexe pour obtenir une liste plus détaillée des données qui seront recueillies.

Quel travail a-t-on accompli jusqu'à maintenant?

● Consultation des utilisateurs

L'élaboration de cette enquête a débuté avec la rédaction d'un document intitulé *Premier pas vers une nouvelle enquête sur les avoirs et les dettes des Canadiens : document de discussion sur le contenu*. Ce document a d'abord été

présenté à la Conférence sur l'équité entre les générations, tenue à Statistique Canada en février 1997. Après cette conférence, on a fait parvenir une copie de ce document à environ 350 personnes ou organismes susceptibles de s'intéresser à cette enquête.

Plus de 30 de ces personnes ou organismes nous ont retourné une réponse par écrit. Ce processus de consultation a été très utile, car il nous a permis de vérifier si l'information que nous devons recueillir était complète. Il a également mis en lumière les points importants pour les utilisateurs et les analystes des données. Les commentaires ont en outre démontré que le projet jouissait d'un appui considérable. Les suggestions formulées dans les commentaires ont été intégrées dans tous les cas où c'était possible.

- **Élaboration du projet d'enquête**

Le document intitulé *Projet d'enquête sur les avoirs et les dettes* a été achevé en septembre 1997. Ce document présente une description assez détaillée des raisons pour lesquelles cette information est nécessaire ainsi qu'un aperçu du contenu de l'enquête. Le nom de l'enquête, qui est maintenant devenu l'Enquête sur la sécurité financière, a été modifié afin de mieux refléter le fait qu'elle fournira beaucoup plus qu'une simple évaluation de la valeur nette de l'avoir des Canadiens. Elle servira également de mécanisme pour évaluer dans quelle mesure certains groupes de Canadiens peuvent être financièrement vulnérables, aujourd'hui et dans l'avenir.

- **Élaboration du questionnaire de l'enquête et essai auprès de groupes de discussion**

La première version du questionnaire a été élaborée au cours de l'été 1997. À l'automne 1997, le questionnaire a été soumis à un essai auprès de groupes de discussion comprenant une centaine de personnes dans sept villes du pays. Lors de cet essai, les personnes sélectionnées ont été interviewées à l'aide du questionnaire et ont ensuite participé à des séances de discussion de groupe pour faire part de leur réaction à l'enquête. Cet essai a été très utile, car il nous a permis de déceler certains points du questionnaire qui avaient besoin d'être retravaillés et d'évaluer la réaction des répondants face au type de renseignements demandés. L'une des principales recommandations formulées lors de ces discussions portait sur la nécessité de préparer une documentation plus poussée pour faciliter la relation avec les répondants, c'est-à-dire une documentation qui permettrait de persuader les répondants de participer à l'enquête.

● **Essai sur le terrain**

Par suite de l'essai auprès des groupes de discussion, nous avons amélioré et mis au point le questionnaire de l'enquête et les documents connexes. Un autre essai du matériel de formation, des documents à l'intention des répondants et du questionnaire a eu lieu en mai et juin 1998. Pour cet essai, 1 000 ménages ont été sélectionnés dans les régions de Toronto et de Montréal. Cet essai avait principalement pour but de déceler les problèmes qui pouvaient subsister concernant la collecte des données, mais les données recueillies serviront également à mettre à l'essai le système de traitement des données, ce qui permettra ainsi de réduire le temps consacré à cette activité au moment de la véritable enquête.

Au moment de rédiger le présent document, l'analyse des résultats des essais n'était pas terminée. Cependant, une évaluation préliminaire révèle que :

- les intervieweurs ont apprécié leur travail et ont été agréablement surpris du bon déroulement de l'enquête;
- le taux de réponse global a été supérieur à 70 %;
- le taux de réponse a été plus faible (un peu plus de 60 %) chez les ménages à revenu élevé;
- le taux de refus a été relativement élevé (plus de 20 %) en raison du fait qu'il s'agit d'une enquête à participation volontaire, et les refus étaient généralement catégoriques et le taux de conversion très faible;
- les intervieweurs auront besoin d'une formation plus poussée, qui mette l'accent sur les moyens de convaincre les répondants, de convertir les refus et de faire face à des situations difficiles;
- il y a encore du travail à faire pour convaincre le groupe à revenu élevé de participer à l'enquête;
- aucun des intervieweurs ne pense que des incitatifs auraient pu améliorer le taux de réponse;
- le contenu du questionnaire a suscité peu de problèmes – il semble que l'ordre et l'enchaînement des questions soient tout à fait appropriés;
- l'interview a duré en moyenne 49 minutes;
- environ 4 répondants sur 5 ont autorisé l'accès à leur dossier fiscal et à leur dossier de régime de pension;

- au premier examen, les données déclarées sur les avoirs et les dettes semblent raisonnables.

● **Collecte de données d'enquête pour l'année 1999**

La collecte de données a commencé au début de mai 1999 et était en majeure partie terminée à la fin de juin. Selon des indices récents, il y a lieu de croire que le taux de réponse est approximativement de 73 % dans l'ensemble et de 55 % pour l'échantillon des ménages à revenu élevé. Cet échantillon a été prélevé à l'intérieur de régions géographiques (c.-à-d. codes postaux) ayant une concentration de ménages à revenu élevé; par conséquent, il est possible que l'échantillon contienne des ménages qui ne satisfont pas au critère du revenu élevé. Ce critère a été établi à 200 000 \$ pour le revenu du ménage ou à 50 000 \$ pour un revenu de placement.

Ce taux de réponse est tout à fait conforme aux taux enregistrés pour les enquêtes sur les avoirs et les dettes menées auparavant par Statistique Canada de même que pour l'Enquête sur les finances des consommateurs menée par le Federal Reserve Board des États-Unis.

Prochaines étapes

Le traitement des données, qui comprend le couplage avec les données fiscales et les renseignements concernant les régimes de retraite, aura lieu pendant le reste de l'année 1999 et au début de l'an 2000, la première diffusion des résultats d'enquête étant prévue pour la fin de l'été de l'an 2000. Un fichier de microdonnées à grande diffusion sera disponible, de même qu'un certain nombre d'articles et de rapports analytiques. Certaines de ces publications seront produites au cours des mois suivant la diffusion initiale. De plus, on envisagera la possibilité de tenir d'autres enquêtes de ce genre, notamment une enquête de suivi (longitudinale) auprès des ménages faisant partie de l'échantillon de 1999.

Annexe
Contenu du questionnaire

Contenu de l'Enquête sur la sécurité financière

Pour chacun des membres de 15 ans et plus de la famille économique choisie :

Données démographiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ âge, sexe, état matrimonial, composition de la famille (pour chacune des personnes du ménage) ✓ citoyenneté, statut d'immigrant, langue maternelle ✓ scolarité
Caractéristiques relatives au marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> ✓ emploi actuel ✓ emploi en 1998
Régime de pension agréé (RPA) – valeur accumulée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ droits à pension acquis dans le cadre d'un RPA dans l'emploi actuel et dans des emplois précédents ✓ prestations actuellement reçues dans le cadre d'un RPA ✓ partage des crédits accumulés en raison d'un divorce ou d'une séparation
Revenu (1998)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ revenu d'emploi ✓ revenu de placements ✓ transferts gouvernementaux ✓ revenu de retraite ✓ autre revenu ✓ revenu total ✓ autres données fiscales (impôt sur le revenu, facteur d'équivalence, cotisations à un RPA et à un REER)

Pour l'ensemble de la famille économique dans son ensemble :

Transferts entre ménages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ soutien financier fourni à des personnes extérieures au ménage ✓ soutien financier reçu de personnes extérieures au ménage
Comportements et attitudes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ utilisation du crédit ✓ remboursement des dettes ✓ méthode de financement des achats ✓ faillite, aide financière
Avoirs (valeur courante, au moment de l'enquête)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ épargnes et placements (dans des comptes bancaires, dépôts à termes, fonds communs de placement, actions, obligations, REER, FERR, REEE, RPDB, rentes, etc.) ✓ biens immobiliers, véhicules, ameublement et articles de maison ✓ participation au capital d'une entreprise ✓ assurance-vie
Dettes (somme due, au moment de l'enquête)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ emprunts hypothécaires ✓ soldes de cartes de crédit, comptes d'achat à crédit, marges de crédit ✓ emprunts (incluant les prêts étudiants)
Éléments de dépenses	<ul style="list-style-type: none"> ✓ liées à la résidence principale (loyer, charges de copropriété, taxes foncières, assurances, combustibles de chauffage et électricité) ✓ pension alimentaire, frais de garde d'enfants ✓ paiements de location d'un véhicule